



Ministère
de l'Emploi, du travail
et de la cohésion sociale

Ministère des Solidarités,
de la santé et de la famille



Études et Résultats



N° 413 • juillet 2005

La dépense courante de santé s'élève à 183,5 milliards d'euros en 2004, soit en moyenne 2 951 euros par habitant et 11,13 % du PIB, contre 11,08 % l'année précédente. La consommation de soins et de biens médicaux est de 144,8 milliards d'euros, soit une augmentation par rapport à 2003 de 5,1 % en valeur et de 3,4 % en volume. La hausse de prix des soins et biens médicaux est de +1,6 %, très proche de l'indice des prix à la consommation de l'année 2004 (+1,7 %), après deux années consécutives de croissance sensiblement plus élevée (2,9 % en 2003, 2,5 % en 2002 contre 1,9 % pour l'indice des prix à la consommation).

L'augmentation de 5,1 % en valeur porte à 8,8 % contre 8,7 % en 2003 la part de la consommation de soins et biens médicaux dans le PIB, évolution en partie modérée par l'accélération de la croissance de ce dernier en 2004 (+4 %). Le médicament est, depuis 1997, le poste qui contribue le plus à la croissance de la consommation en volume, suivi des soins ambulatoires et du secteur hospitalier.

La part de la Sécurité sociale dans le financement des dépenses de santé est stable en 2004, à hauteur de 76,7 %, et le reste à charge des ménages poursuit sa diminution.

La dépense nationale de santé, agrégat retenu pour les comparaisons internationales, représente, en 2004, 10,5 % du PIB, soit une augmentation de 0,1 point par rapport à 2003. En 2003, avec un ratio de 10,4 %, la France se situait en cinquième position des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Les comptes nationaux de la santé en 2004

Les Comptes nationaux de la santé, l'un des comptes satellites de la Comptabilité nationale, évaluent chaque année le montant de l'ensemble des postes de la consommation médicale. Ils décrivent ensuite le financement de la dépense courante de santé qui comprend l'ensemble des dépenses effectuées dans le secteur de la santé (encadré 1). Les Comptes de la Santé permettent enfin d'analyser de façon homogène, selon les sources et méthodes de la base 2000 (encadré 2), l'évolution des dépenses de santé de 1995 à 2004 (encadré 3).

En 2004, 183,5 milliards d'euros ont été, au total, dépensés pour la santé en France métropolitaine et dans les Dom, soit 2 951 euros en moyenne par habitant. Cette dépense courante de santé (agrégat le plus large des Comptes) représente 11,13 % du PIB en 2004 contre 11,08 % l'année précédente. Au sein de cette dépense, 144,8 milliards d'euros ont été directement affectés à la consommation de soins et de biens médicaux, soit 2 328 euros par habitant.

Annie FENINA, Yves GEFFROY

Ministère de l'Emploi, de la cohésion sociale et du logement
Ministère de la Santé et des Solidarités
Drees



E•1

Consommation et dépenses de santé

Les Comptes de la santé distinguent différents agrégats qui s'intègrent à l'analyse de l'évolution économique générale des Comptes de la Nation.

La consommation médicale totale (148 milliards d'euros en 2004)

Elle regroupe :

- La consommation de soins et biens médicaux (145 milliards) qui comprend les soins hospitaliers, les soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux, laboratoires d'analyses, cures thermales), les transports sanitaires et les biens médicaux (médicaments, optique, prothèses, petits matériels et pansements).

- La prévention individuelle primaire et secondaire.

La dépense courante de santé (183 milliards d'euros en 2004)

C'est le total des dépenses engagées par les financeurs du système de santé : Sécurité sociale, État, collectivités locales, organismes de protection complémentaire (mutuelles, sociétés d'assurances, institutions de prévoyance) et

ménages. Elle couvre un champ plus large que la consommation médicale totale puisqu'elle prend également en compte : les indemnités journalières, les subventions reçues par le système de santé assimilées à des dépenses, les dépenses de prévention collective, de recherche et de formation médicales ainsi que les coûts de gestion de la santé.

La dépense nationale de santé

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) utilise son propre concept pour comparer les dépenses de santé de ses membres : la dépense nationale de santé. En France, elle est évaluée à partir de la dépense courante de santé en défalquant les indemnités journalières, les dépenses de recherche et de formation médicales et en ajoutant la formation brute de capital fixe du secteur hospitalier public. La dépense nationale de santé est exprimée en pourcentage du PIB de chaque pays.

E•2

Le changement de base des Comptes de la santé

Les Comptes de la santé pour l'année 2004 sont les premiers à être présentés en base 2000. Les précédents l'étaient en base 1995. Un changement de base est l'occasion de revoir les concepts et méthodes, de prendre en compte de nouvelles sources et d'ajuster les séries en niveau et en évolution.

Les principales modifications induites par ce changement de base sont liées à une modification du périmètre de la santé non marchande (hôpitaux du secteur public) dans la Comptabilité nationale. Dans la base 2000 des Comptes de la Nation, les soins de longue durée correspondant à des perturbations durables de l'état de santé quittent le domaine sanitaire pour intégrer le secteur médico-social. C'est donc l'ensemble des soins aux personnes âgées en établissement qui sort du champ de la consom-

mation de soins et biens médicaux des Comptes de la santé pour rejoindre dans le domaine de l'action sociale ceux dispensés à l'enfance inadaptée et aux adultes handicapés.

Par ailleurs, les coûts de gestion de la santé, qui constituent l'une des composantes de la dépense courante de santé, correspondent désormais aux coûts supportés par les régimes d'assurance maladie et l'ensemble des organismes dispensateurs de couvertures complémentaires maladie (assurances, institutions de prévoyance et mutuelles).

L'ensemble de ces modifications conduit à diminuer de 0,6 point le ratio de la consommation de soins et de biens médicaux dans le PIB, et à majorer de 0,3 point le ratio de la dépense courante de santé au PIB, qui inclut notamment les coûts de gestion.

2

T
•01 consommation de soins et de biens médicaux

	Valeurs en milliards d'euros 2004	Taux d'évolution annuels moyens							
		en valeur (en %)				en volume (en %)			
		1995-2000	2002	2003	2004	1995-2000	2002	2003	2004
1- Soins hospitaliers	64,3	2,0	6,0	5,7	4,8	0,6	1,6	1,3	1,2
. publics	49,9	2,8	5,9	5,6	4,7	1,2	1,3	0,9	1,0
. privés	14,4	-0,5	6,0	6,0	5,1	-1,3	2,7	2,5	2,1
2- Soins ambulatoires	39,6	3,1	7,4	7,2	4,4	2,5	4,4	3,6	3,5
- dont médecins	18,5	3,2	6,8	6,7	3,0	2,4	0,6	1,3	1,9
dentistes	8,6	2,3	5,7	7,1	4,1	1,8	10,9	6,1	3,8
auxiliaires médicaux	8,4	4,0	9,6	8,0	6,9	3,1	4,9	4,8	5,6
analyses	3,8	3,2	10,2	9,1	6,7	3,7	7,9	7,5	6,7
3- Transports de malades	2,6	5,0	9,2	8,2	7,9	3,1	7,0	6,2	7,3
4- Médicaments	30,3	5,1	5,6	6,4	5,7	5,0	6,8	6,9	7,0
5- Autres biens médicaux	8,0	9,0	7,7	7,1	7,9	8,2	6,5	5,5	6,2
Consommation de soins et de biens médicaux (1+...+5)	144,8	3,3	6,4	6,4	5,1	2,3	3,8	3,4	3,4

Source : Comptes de la santé, Drees

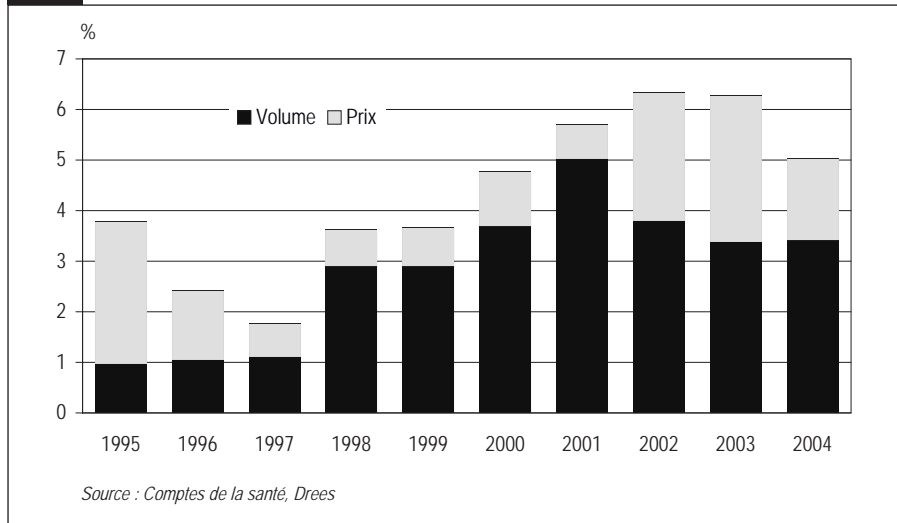
La consommation de soins et de biens médicaux en 2004 : +5,1 % en valeur et +3,4 % en volume

En 2004, la consommation de soins et de biens médicaux en valeur (tableau 1) est en augmentation de +5,1 % contre +6,4 % en 2002 et 2003. En volume, c'est-à-dire déflatée par les indices de prix spécifiques au secteur de la santé, la croissance est de 3,4 %. Elle est identique à celle de 2003, et en retrait par rapport aux évolutions enregistrées depuis l'année 2000 (graphique 1). L'augmentation de 1,6 % des prix des soins et biens médicaux en 2004 marque un recul par rapport aux deux années précédentes (2,5 % en 2002 et 2,9 % en 2003) et contribue intégralement au ralentissement des dépenses de santé en valeur. La croissance des prix reste cependant supérieure à celle des années 1997 à 2001 (de +0,7 à 1,1 % par an).

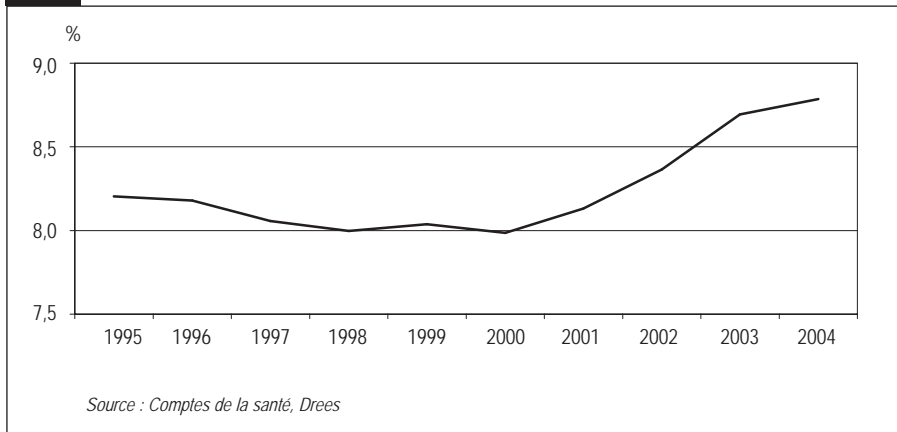
La part de la consommation de soins et de biens médicaux dans le Produit intérieur brut (PIB) s'accroît de 0,1 point en 2004. Elle atteint 8,8 %, contre 8,7 % en 2003, dépassant largement son niveau de 1995 (graphique 2). Cette évolution est toutefois moindre que les années précédentes, et est à la fois liée à la croissance des dépenses de soins et biens médicaux, et pour partie à la reprise de la croissance du PIB observée en 2004 où celui-ci a crû de 4,0 % en valeur et de 2,3 % en volume.

Les médicaments, les soins ambulatoires et les soins hospitaliers jouent, dans cet ordre, un rôle essentiel dans la croissance en volume de la consommation de soins et de biens médicaux en 2004 : leurs contributions à cette croissance atteignent respectivement +1,5 point, +1,0 point et +0,5 point, soit pour ces trois postes 3,0 points sur un total de 3,4. Depuis 1995, le poste médicament est celui qui contribue le plus à la croissance en volume de la consommation de soins et de biens médicaux, exception faite de l'année 1996. Depuis 1997, la hiérarchie des contributions à la croissance en volume est d'ailleurs stable : le médicament est suivi des soins ambulatoires puis de

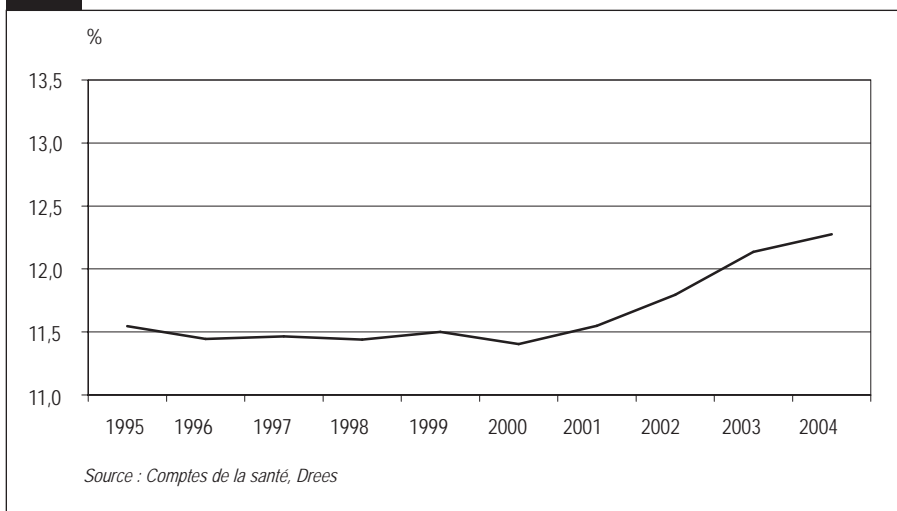
G.01 taux de croissance en valeur, prix et volume de la consommation de soins et de biens médicaux



G.02 part de la consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) dans le PIB

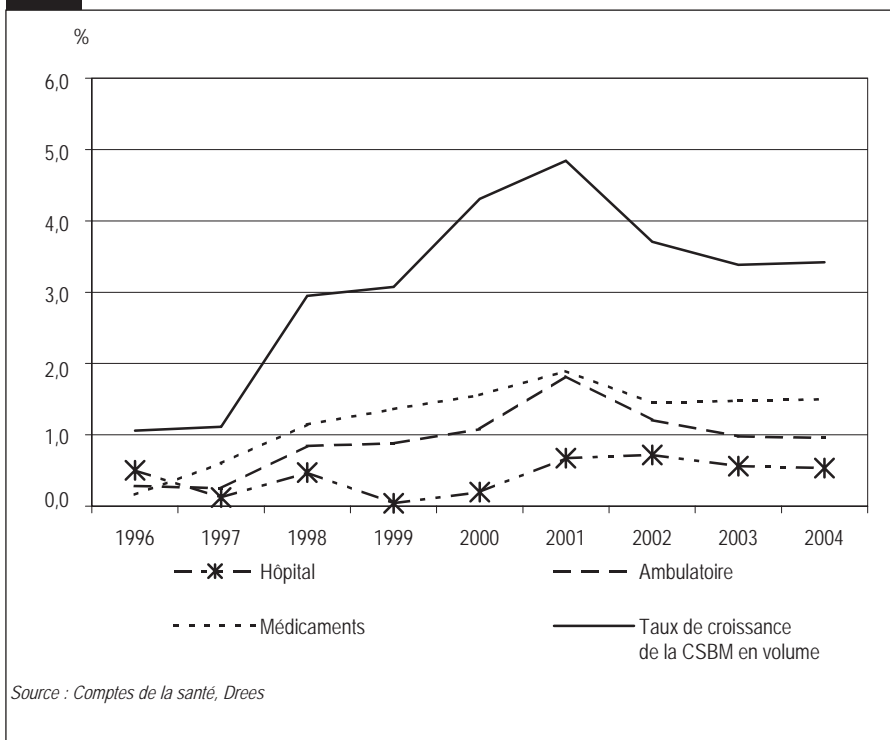


G.03 part de la consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) dans la consommation des ménages



G
•04

principales contributions à la croissance de la CSBM en volume



l'hôpital (graphique 4). Toutefois, en 2004 et si l'on considère cette fois les dépenses en valeur, ce sont les soins hospitaliers qui ont apporté la plus forte contribution (+2,1 points) à la croissance totale des soins et biens médicaux (+5,1%), précédant les soins ambulatoires et les médicaments dont les contributions sont chacune de +1,2 point. Cette contribution majeure de l'hôpital à la croissance de la consommation de soins et de biens médicaux en valeur est un trait caractéristique de la période 2002-2004.

Les soins hospitaliers en 2004 : une croissance de 4,8 % en valeur et de 1,2 % en volume

Avec 64,3 milliards d'euros, en 2004, le secteur hospitalier (établissements hospitaliers publics et privés (encadré 4)) a représenté 44,4 % de la consommation de soins et de biens médicaux.

4

E•3

Les Comptes de la santé depuis 1995

La part de la consommation de soins et biens médicaux dans le PIB était de 8,2 % en 1995. Stabilisée autour de ce niveau jusqu'en 2001 (8,1 %), elle a atteint 8,4 % en 2002, 8,7 % en 2003 puis 8,8 % en 2004. Cette progression de 0,7 point en trois ans est en partie liée à la décélération de la croissance du PIB entre 2001 et 2003. La plus faible progression enregistrée en 2004 tient au rétrécissement du différentiel de croissance entre le PIB (+4,0%) et la consommation de soins et biens médicaux (+5,1%).

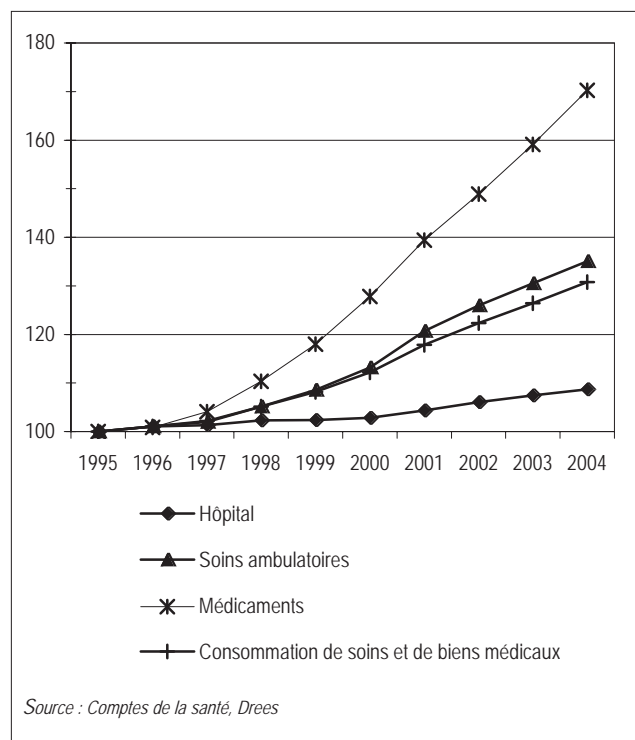
L'analyse de la contribution des différents postes de dépenses à la croissance totale des soins et biens médicaux en volume fait ressortir que les médicaments sont, sur l'ensemble de la période allant de 1995 à 2004, le plus gros contributeur à cette évolution d'ensemble (exception faite de l'année 1996). Les soins ambulatoires, mise à part l'année 1997, sont systématiquement au deuxième rang. L'hôpital vient régulièrement en dernière place des contributeurs à la croissance de la CSBM en volume à partir de 1999.

Au-delà de ces tendances, des fluctuations importantes ont été observées sur l'ensemble de la période. Par exemple, le taux de croissance en volume des soins ambulatoires qui était de 1,0 % en 1996 augmente régulièrement pour atteindre un maximum (+6,7%) en 2001, puis diminue jusqu'en 2004 (+3,5%). C'est également en 2001 que le poste médicament connaît son plus fort taux de croissance (+9,1%). Mais, si sa croissance était particulièrement faible en début de période (+0,8% en 1996) elle se maintient à des niveaux élevés au cours de ces dernières années (respectivement de 2002 à 2004 : +6,8%, +6,9%, +7,0 %)

Les soins hospitaliers avaient eu, dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix, un taux de croissance en volume peu soutenu (de +0,6 % en moyenne entre 1995 et 2000). Dès 2001, il augmente nettement pour atteindre un maximum l'année suivante (+1,6 %). Ce rythme d'augmentation se tasse au cours des deux années postérieures, +1,3 puis +1,2 %, mais reste supérieur à ceux des années quatre-vingt-quinze et suivantes (graphique).

Ces évolutions en volume connaissent leur apogée en 2000-2002 pour les soins hospitaliers. Ces années sont celles à partir desquelles les évolutions de prix très modérées jusqu'alors s'accroissent à des rythmes plus soutenus, en matière de soins hospitaliers et ambulatoires, et à l'exception notable des médicaments. La résultante de ces mouvements, qui portent à la fois sur les volumes et les prix, est que les variations des années 2001 et suivantes restent les plus fortes de l'ensemble de la période 1995-2004.

Evolution en volume des différentes catégories de dépenses de santé (1995 = 100)



En 2004, la croissance totale des dépenses de ce secteur atteint 4,8 % en valeur et 1,2 % en volume (respectivement 5,7 % et 1,3 % en 2003).

Dans le secteur hospitalier public, la consommation de soins croît en 2004 de 4,7 % en valeur et de 1,0 % en volume. L'évolution des prix (+3,7 %), en ralentissement par rapport à 2002 et 2003 (+4,6 %), est pour partie due aux augmentations de masse salariale liées aux embauches résultant de la réduction du temps de travail, cet effet tendant cependant à s'atténuer.

Dans le secteur privé, l'évolution de +5,1 % en valeur est aussi inférieure à celle enregistrée en 2003 (+6,0%). Ce fléchissement est dû à la fois à une croissance de l'activité en volume (+2,1 %) inférieure à celle de 2003 (+2,5 %) et à une augmentation des prix également moindre. Cette dernière résulte de l'évolution combinée des honoraires et prescriptions en hospitalisation complète et de celle des frais de séjours, les revalorisations des tarifs des cliniques ayant été moins élevées en 2004 (+3,8 %) qu'en 2003 (+4,8 %).

Les établissements publics assurent tendanciellement, en termes de dépenses, une part croissante des soins hospitaliers : en 1995, le secteur public était à l'origine de 74,5 % de ces dépenses. Cette part est de 77,6 % en 2004. Cette augmentation est due, pour partie, au passage dans le secteur public, début 1998, de la quasi-totalité des établissements privés tarifés auparavant au prix de journée préfectoral.

Les soins ambulatoires en 2004 : croissance de 4,4 % en valeur et 3,5 % en volume

La consommation de soins ambulatoires a atteint 39,6 milliards d'euros en 2004, soit 27,4 % de la consommation de soins et de biens médicaux. L'augmentation par rapport à 2003 est de +4,4 % en valeur et de +3,5 % en volume (respectivement +7,2 % et +3,6 % en 2003). L'évolution des prix a

été de +0,8 % en 2004 contre +3,5 % en 2003, sachant que les variations annuelles de prix observées entre 1996 et 2001 avaient été selon les années comprises entre -1 % et +1 %.

La consommation de soins des médecins s'est accrue en 2004 de +3,0 % en valeur. Les prix des soins de médecins ont fortement ralenti (+1,1 % en 2004, contre +5,4 % en 2003 et +6,2 % en 2002), traduisant l'interruption du mouvement de revalorisation des tarifs des consultations de médecins généralistes et spécialistes qui était intervenu en 2002 et en 2003. La croissance des soins médicaux en volume atteint +1,9 %, après +0,6 % et +1,3 % les deux années précédentes, mais ne retrouve pas les rythmes proches de +3 % observés de 1998 à 2001.

Les soins d'auxiliaires médicaux, quant à eux, progressent de +6,9 % en valeur, de +1,2 % en prix et de +5,6 % en volume. De leur côté, les analyses et prélèvements en laboratoire ont vu leurs prix rester stables en 2004 : ils croissent donc de +6,7 % en valeur comme en volume. La consommation de soins de dentistes a progressé, en valeur, à un rythme moindre que celui des deux années précédentes (+4,1 % contre +7,1 % en 2003 et +5,7 % en 2002), elle reste toujours portée par une croissance des volumes plus marquée que celle des prix.

Les médicaments en 2004 : augmentation de 5,7 % en valeur et de 7,0 % en volume

Les médicaments représentent 21 % de la consommation de soins et de biens médicaux en 2004, soit une valeur de 30,3 milliards d'euros, en progression de +5,7 % par rapport à 2003. L'augmentation en volume des dépenses de médicaments (+7,0%) les place en 2004, comme les années précédentes, au premier rang en terme de contribution à la croissance totale de la consommation de soins et de biens médicaux. Leurs prix, dont l'évolution reflète ceux des médicaments remboursables sont, quant à eux, en diminution sensible (-1,2 % en 2004 contre -0,4 % en 2003). Le renouvellement des spécialités mises sur le marché représente toutefois chaque année plus de la moitié de la croissance du marché des médicaments remboursables. Ceci explique une partie de la faiblesse des évolutions de prix, les indices calculés à partir des produits présents les deux années ne reflétant pas la hausse moyenne des prix de l'ensemble des spécialités. Par ailleurs, les ventes de médicaments génériques ont connu en 2004 une progression sept fois supérieure à celle du marché global. Leurs prix, inférieurs d'environ 15 %

E•4

Hôpital public - hôpital privé : classification dans les Comptes de la santé

Dans leur distinction entre hospitalisation publique et hospitalisation privée, les Comptes de la santé privilégient le critère économique. Font ainsi partie du secteur public les établissements publics hospitaliers et tous les établissements privés financés par la dotation globale. Le secteur hospitalier privé est constitué de l'ensemble des autres établissements. Compte tenu des passages d'une catégorie à l'autre, dus à l'intégration d'un nombre important d'établissements privés anciennement tarifés en prix de journée préfectoraux dans le régime de la Dotation Globale, les évolutions relatives aux secteurs privés et publics doivent être interprétées avec précaution en particulier pour les années 1998 et 1999.

1. Élise AMAR, " Les dépenses de médicaments remboursables en 2004 ", Études et Résultats, n° 404, Drees, juin 2005.

en moyenne à ceux des médicaments de référence, contribuent au ralentissement de l'indice des prix des médicaments par classe thérapeutique. De surcroît, cet écart de prix entre médicaments « *princeps* » et génériques tend à diminuer, l'introduction des génériques induisant une incitation à la diminution du prix des médicaments de référence. Ces effets prix modèrent donc la croissance globale du marché en valeur.

Les soins hospitaliers, les soins ambulatoires et les médicaments, représentent au total 92,4 % de la consommation de soins et de biens médicaux. L'année 2004 a cependant connu d'autres évolutions significatives même si le poids des postes concernés est moins important. Ainsi les « autres biens médicaux » augmentent en volume de +6,2 % par rapport à l'année précédente, avec une progression mesurée du poste « optique » (+3,0 %) et une augmentation plus soutenue du poste « petits matériels et pansements » (+11,0 %). Cette dernière connaît toutefois un ralentissement depuis 2000 par rapport aux taux de croissance records des années 1996 à 1999 (entre +30 % et +40 %).

Le financement de la dépense courante de soins et biens médicaux : stabilité de la part de la Sécurité sociale en 2004

À l'occasion des soins reçus par les malades, les prestataires de soins et les distributeurs de biens médicaux reçoivent des versements des financeurs directs.

En 2004, trois points sont à souligner concernant ce financement (tableau 2) :

- la part de la Sécurité sociale se stabilise au même niveau qu'en 2003 à 76,7 % de l'ensemble des dépenses de santé. Cette stabilité résulte de plusieurs mouvements contraires : la poursuite d'une progression plus rapide des dépenses prises en charge à 100 %, la croissance plus forte de catégories de soins dont la prise en charge est relativement faible, notamment les médicaments, ainsi qu'en 2004 le remboursement au taux de droit commun des actes d'auxiliaires médicaux, des analyses ou des transports de malades faisant suite à des actes de chirurgie dont le coefficient et supérieur ou égal à 50 ;

- la part de l'État et des collectivités locales s'infléchit, quant à elle, de 1,4 % à 1,3 % ;

- la part des organismes complémentaires (mutuelles, assurances, institutions de prévoyance) progresse de 12,7 % en 2003 à 12,9 % en 2004, des augmentations de 0,1 point étant notamment enregistrées pour les mutuelles et les sociétés d'assurance.

Les dépenses à la charge directe des ménages poursuivent leur décroissance tendancielle : 9,4 % en 2002, 9,3 % en 2003, 9,1 % en 2004.

La dépense nationale de santé : 10,5 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2004

La dépense nationale de santé est l'agrégat utilisé pour les comparaisons entre les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), (encadré 2). Elle devrait selon les estimations provisoires s'élever à 10,5 % du PIB en 2004.

Dans ce cadre harmonisé, ce ratio aurait atteint 10,4 % en 2003, après prise en compte des nouvelles données issues de la base 2000 des Comptes de la santé. Ce taux devrait placer la France, en termes de poids de la santé dans la création de richesse nationale, au cinquième rang après les États-Unis (15,0 %), la Suisse (11,5 %), l'Allemagne (11,1 %), l'Islande (10,5 %).

Suivant les anciennes évaluations en base 95, la part des dépenses de santé dans le PIB a crû en France de 0,6 point de PIB entre 1995 et 2003. De ce point de vue, la France se place au treizième rang des dix-neuf pays de l'OCDE pris en compte aux deux dates, soit au même niveau que le Mexique, l'Allemagne ou le Canada et assez loin derrière la Norvège (hausse de 2,4 points), l'Islande (hausse de 2,1 points) ou les États-Unis (hausse de 1,7 point).

6

T
• 02

structure du financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

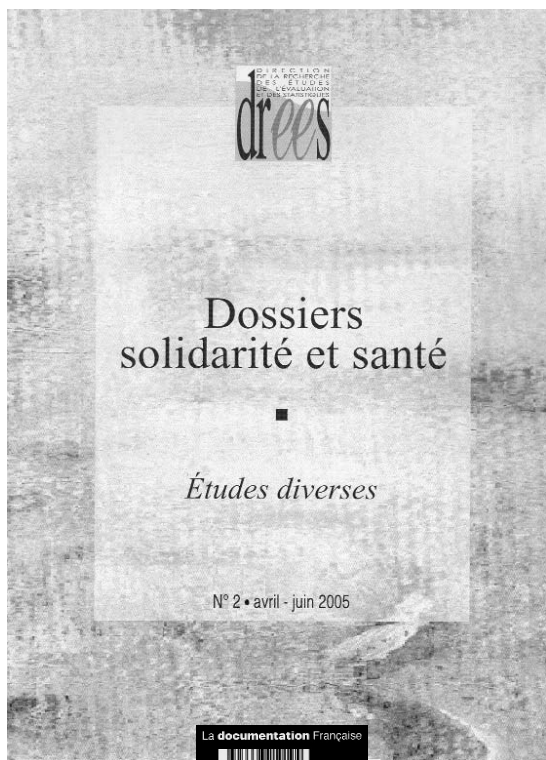
en %

	2002	2003	2004
Sécurité sociale	76,5	76,7	76,7
État (dont CMU) et Collectivités locales	1,4	1,4	1,3
Mutuelles	7,3	7,2	7,3
Sociétés d'assurance	2,8	2,9	3,0
Institutions de prévoyance	2,6	2,6	2,6
Ménages	9,4	9,3	9,1
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Comptes de la santé, Drees

A paraître en juillet

ÉTUDES DIVERSES



Prix : 11,20 euros (4 numéros par an)

Les Dossiers solidarité et santé
sont diffusés par la Documentation
Française
29, quai Voltaire 75344 - Paris cedex 07

Renseignements,
commande et abonnement annuel au :
01 40 15 70 00

Commande en ligne :
www.ladocfrancaise.gouv.fr

Derniers numéros parus :

- Études sur les dépenses de santé

N° 1, janvier-mars 2005

- Les revenus sociaux en 2003

N° 4, octobre-décembre 2004

- Études diverses

N° 3, juillet-septembre 2004

- Les indicateurs sociaux dans l'Union européenne :
avancement et perspectives

N° 2, avril-juin 2004

- Outils et méthodes statistiques pour les politiques de
santé et de protection sociale

N° 1, janvier-mars 2004

au sommaire de ce numéro

QUELLES SONT LES DURÉES D'ASSURANCE VALIDÉES
PAR LES ACTIFS POUR LEUR RETRAITE ?
UNE PREMIÈRE ÉVALUATION À PARTIR DE
L'ÉCHANTILLON INTERRÉGIMES DE COTISANTS (EIC)
Hélène CHAPUT et Najat EL MEKKAOUI DE FREITAS

L'ÉCHANTILLON NATIONAL INTERRÉGIMES
D'ALLOCATAIRES DE MINIMA SOCIAUX (ENIAMS)
Anne PLA

CARACTÉRISTIQUES RÉGIONALES ET STRUCTURE
DE L'ACTIVITÉ DE COURT SÉJOUR :
IMPACT SUR LES COÛTS HOSPITALIERS
PAR MODÉLISATION MULTI-NIVEAUX
Monique KERLEAU, Marc LE VAILLANT et Zeynep OR

LA DIVERSIFICATION DE L'ACTIVITÉ DE COURT SÉJOUR
DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ :
L'ÉCLAIRAGE PAR L'INDICATEUR D'ENTROPIE
Monique KERLEAU, Marc LE VAILLANT et Zeynep OR

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités
11, place des Cinq martyrs du Lycée Buffon
75696 Paris cedex 14

Pour toute information sur nos publications récentes :

Internet : www.sante.gouv.fr/htm/publication

Tél. : 01 40 56 81 24



- un hebdomadaire :

Études et Résultats

consultable sur Internet

abonnement gratuit à souscrire auprès de la Drees

télécopie : 01 40 56 80 38

www.sante.gouv.fr/htm/publication

- des revues trimestrielles :

Revue française des affaires sociales

revue thématique

dernier numéro paru :

« Dynamiques professionnelles dans le champ de la santé »

n° 1, janvier-mars 2005

Dossiers Solidarité et Santé

revue thématique

derniers numéros parus :

« Études sur les dépenses de santé »

n° 1, janvier-mars 2005

- des ouvrages annuels :

Données sur la situation sanitaire et sociale en France

Comptes nationaux de la santé

Comptes de la protection sociale

- et aussi...

Statiss, les régions françaises

Résumé des informations disponibles dans les services statistiques des DRASS

consultable sur Internet :

www.sante.gouv.fr/drees/statiss/default.htm



Les revues et ouvrages sont diffusés par la Documentation Française

29, quai Voltaire - 75344 Paris cedex 07

tél. : 01 40 15 70 00

Internet : www.ladocfrancaise.gouv.fr